



TITRE: ATTITUDES FACE À LA RÉFORME DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE AU MALI : ANALYSE DES DISCOURS SUR X

TITLE: ATTITUDES TOWARD MALI'S LANGUAGE POLICY REFORM: DISCOURSE ANALYSIS OF DEBATES ON X

AUTEURS: LUANA SOMMER, UNIVERSITÉ DE GIESSEN ET MARC CHALIER, SORBONNE UNIVERSITÉ

REVUE: *Circula*, NUMÉROS 21-22

ÉDITEUR: LES ÉDITIONS DE L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

ANNÉE: 2025

PAGES: 218 - 235

ISSN: 2369-6761

URI: [HTTPS://HDL.HANDLE.NET/11143/23715](https://hdl.handle.net/11143/23715)

DOI: [HTTPS://DOI.ORG/10.17118/11143/23715](https://doi.org/10.17118/11143/23715)

 Cet ouvrage est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons [Attribution 4.0 International](#).

Attitudes face à la réforme de la politique linguistique au Mali

Analyse des discours sur X

Luana Sommer, Université de Giessen
luana.sommer@rom.jlug.de

Marc Chalier, Sorbonne Université
marc.chalier@sorbonne-universite.fr

Résumé : Le présent article porte sur les attitudes à l'égard de la réforme de la politique linguistique du Mali dans le cadre de la constitution de 2023, qui remplace le français en tant que langue officielle par treize langues nationales. Nous nous appuyons sur un corpus de 1003 commentaires publiés sur X. Les discours montrent un large soutien au président de la transition, Assimi Goïta, et une valorisation de la souveraineté nationale et du panafricanisme. De manière quelque peu surprenante, la langue ne constitue pas le thème central des échanges, mais les discours témoignent tout de même d'un rejet du français en raison de ses connotations coloniales ainsi que de préoccupations concernant la représentation équitable des langues nationales. Si la question langagière devient marginale après l'adoption de la constitution, quelques critiques persistent contre le maintien du français dans les communications officielles, accompagnées d'appels à revaloriser les langues nationales.

Mots-clés : *Mali, politique linguistique, réforme constitutionnelle, attitudes linguistiques, langues nationales*

Abstract : This article examines attitudes toward Mali's 2023 constitutional reform of language policy, which replaced French as the official language with thirteen national languages. The analysis is based on a corpus of 1,003 comments posted on X. The findings highlight broad support for the transitional president, Assimi Goïta, as well as an emphasis on national sovereignty and Pan-Africanism. Somewhat surprisingly, language is not the central theme of the discussions, yet the comments nonetheless reveal both a rejection of French, due to its colonial associations, and concerns about the fair representation of national languages. After the adoption of the new Constitution, language issues become more marginal, though some criticisms persist regarding the continued use of French in official communications, accompanied by calls to strengthen the status of national languages.

Keywords : *Mali, language policy, constitutional reform, language attitudes, national languages*

1. Introduction

En 2023, la République du Mali a procédé à une révision de sa constitution. Parmi les réformes engagées, la politique linguistique a connu une transformation majeure : le français, qui occupait jusqu'alors le statut de langue officielle, a été remplacé par treize langues nationales et relégué au rang de langue de travail¹. Cette redéfinition linguistique s'inscrit dans une volonté plus large de ré-affirmation identitaire et d'émancipation postcoloniale. Elle marque ainsi une rupture symbolique avec l'ancienne puissance coloniale, la France, et s'inscrit dans une dynamique comparable à celle observée dans d'autres contextes postcoloniaux, notamment au Maghreb. Dans ces pays, les politiques d'arabisation visaient également à se détacher de l'héritage colonial (cf. Alén Garabato et Boyer, 2014). À l'instar de ces cas, la réforme malienne affiche une volonté de valoriser les langues nationales tout en maintenant, dans les faits, un rôle central au français. Cette coexistence illustre la tension entre volonté de réforme et usage concret, en particulier dans les communications officielles et institutionnelles, comme en témoignent les tweets du président, qui sont généralement rédigés en français.

La présente étude qualitative, qui repose sur le paradigme de l'analyse du discours, s'intéresse aux attitudes exprimées par les Maliens sur X (anciennement Twitter) à l'égard de la nouvelle constitution, et plus particulièrement de cette réforme linguistique. Ce faisant, nous cherchons à répondre aux questions suivantes :

- Cette nouvelle politique linguistique est-elle explicitement abordée dans les discours des internautes ?
- Plus largement, quels thèmes, préoccupations ou bénéfices sont mis en avant dans les réactions du public ?

Pour répondre à ces interrogations, nous avons analysé 1003 commentaires sous cinq tweets publiés par le président de la transition, Assimi Goïta, sur deux comptes différents (@PrésidenceMali, @GoitaAssimi). Notre démarche s'inscrit dans une perspective d'analyse du discours inspirée par Michel Foucault (cf. notamment Foucault, 1969), au moyen de laquelle des savoirs et des représentations de la réalité peuvent être dégagés à partir des discours (cf. 4). Après un aperçu historique et démologistique du contexte malien (cf. 2 et 3), nous exposons le cadre théorique et méthodologique de notre étude (cf. 4) et présentons les résultats de l'analyse des commentaires sur X et leurs implications (cf. 5 et 6).

1. Le terme n'est pas explicitement défini dans la constitution. Il semble toutefois être utilisé comme un outil de politique symbolique qui permet de remplacer officiellement le français tout en maintenant, dans un premier temps, le fonctionnement administratif en français. Cette formulation reflète donc une période de transition, durant laquelle l'administration continue de s'appuyer sur le français avant un passage progressif aux langues nationales.

2. Aperçu historique

Le Mali est un pays d'Afrique occidentale dont la majeure partie du territoire est située dans la région du Sahara. La majorité de la population réside dans le sud du pays, où se trouve la capitale, Bamako, tandis que les régions du nord, qui constituent environ deux tiers du territoire national, n'accueillent qu'environ 10 % des Maliens (cf. Keita, Lima et Thiriot, 2014 : 76).

Le Mali a une longue histoire commençant environ au IX^e siècle avec l'Empire du Ghana. Il a par ailleurs été le siège de plusieurs autres formations étatiques majeures telles que les empires du Mali et du Songhaï, le premier ayant notamment acquis une importance régionale majeure (cf. Sonderegger, 2021 : 21-27). Cette histoire précoloniale a été interrompue par la colonisation française à la fin du XIX^e siècle, période durant laquelle le territoire a été intégré à l'Afrique-Occidentale française (AOF) (cf. Skattum, 2024 : 268). En 1960, le Mali a obtenu son indépendance de la France, mais la France a continué à exercer une influence majeure, notamment aux niveaux monétaire (avec le *Franc de la Communauté financière africaine* – CFA), économique (par le biais de traités comme celui du Niger sur l'exploitation des mines d'uranium), militaire (également par le biais de traités comme le « Traité de coopération en matière de défense entre la République française et la République du Mali », duquel le Mali s'est retiré en 2022) et linguistique (cf. 3).

À partir des années 1990, le Mali était considéré comme un modèle en matière de démocratie à l'étranger. Toutefois, cette perception s'est révélée illusoire face au clientélisme et à la corruption persistants, qui ont fini par constituer des facteurs déclencheurs du coup d'État de 2012 (cf. Keita, Lima et Thiriot, 2014 : 65 s. ; Boeke et Schuurman, 2015 : 6). Peu de temps après, un groupe de Touaregs a proclamé l'indépendance du nord du Mali et la fondation de l'État de l'Azawad (cf. Claudot-Hawad, 2013 : 141 s.). Ces tensions concernant les Touaregs, qui se sentaient et se sentent aujourd'hui encore en partie négligés par le gouvernement de la capitale, Bamako, existent depuis longtemps et peuvent être en partie attribuées à la délimitation coloniale des frontières. Celle-ci a en outre engendré d'autres conflits, notamment entre les agriculteurs sédentaires et les éleveurs nomades, qui ont été renforcés par des facteurs climatiques (cf. Hainzl, 2021 : 137, 141).

Ces problèmes ont déstabilisé le Mali et ont permis aux islamistes de se propager facilement dans le pays en 2012. Les combattants ont introduit la charia dans certaines villes du nord du Mali et ont marché vers le sud en direction de la capitale Bamako (cf. Klute et Lecocq, 2021 : 86 ; Boeke et Schuurman, 2015 : 6). En janvier 2013, la France a réagi en envoyant des troupes au Mali, qui semblaient initialement bienvenues et appréciées (cf. Boeke et Schuurman, 2015 : 11 ; Carayol, 2023 : 273). Toutefois, la situation dans le pays ne s'est pas améliorée au fil des années, ce qui a conduit à une remise en question croissante du sens de l'intervention militaire, les troupes françaises devenant de moins en moins souhaitées (cf. Carayol, 2023 : 282). Le Mali a alors commencé un processus d'émancipation,

en cherchant notamment de nouveaux partenaires stratégiques comme les mercenaires de Wagner², provoquant ainsi des tensions entre Paris et Bamako (cf. Carayol, 2023 : 293 s.). En 2022, la France a décidé de retirer ses troupes sous la pression des autorités maliennes, alors composées de militaires, à la suite de deux coups d’État en 2020 et 2021 (cf. Carayol, 2023 : 283, 286, 295). De plus, le gouvernement malien n’a cessé de prolonger la transition, qui était initialement annoncée comme beaucoup plus courte. En 2023, le gouvernement a adopté une nouvelle constitution qui introduit notamment des réformes en matière de politique linguistique et représente une rupture supplémentaire avec la France. C’est cette constitution qui fait l’objet de la présente étude qualitative.

3. Situation démolinguistique

La majorité des sources mentionnent l’existence de vingt langues endogènes (cf. p. ex. Canut, 1996 : 55). Les recensements du *Summer Institute of Linguistics* estiment, pour leur part, qu’il existe environ 69 langues au Mali (cf. Skattum, 2024 : 266)³. Treize de ces langues endogènes⁴ ont le statut de langue nationale, le facteur déterminant pour les définir en tant que telles étant l’existence d’un processus de codification dans ces langues (cf. Skattum, 2024 : 266 ; Canut, 2008 : 143). Ces treize langues possèdent toutes un alphabet. Par ailleurs, neuf d’entre elles présentent un dictionnaire, et douze un lexique large couvrant les domaines administratifs, juridiques et politiques, ainsi que des manuels pédagogiques (cf. Goïta, 2023 : 236).

Utilisé notamment comme langue véhiculaire par la grande majorité de la population (cf. Skattum, 2024 : 267), le bambara – également connu sous l’endonyme bamanankan – est l’une de ces langues. Il est parlé comme première langue par près de la moitié de la société malienne, tandis que 98 % des locuteurs maliens en possèdent au moins des connaissances de base (cf. Skattum, 2024 : 266). Le français, au contraire, n’est parlé que par une minorité de la population et surtout dans des contextes officiels (cf. Canut, 2008 : 129 ; Skattum, 2024 : 269 s.). Notons qu’il existe un discours quelque peu réticent envers la domination du bambara, mais il est avant tout imposé par des intellectuels et ne joue un rôle que minime dans la vie quotidienne et dans l’utilisation du bambara en tant que langue véhiculaire. Jusqu’à la réforme de la constitution de 2023, cependant, l’État avait abordé cette question avec prudence, et la place dominante du bambara dans la vie quotidienne ne se traduisait pas encore dans la politique linguistique du Mali (cf. Canut, 2008 : 114). En outre, plusieurs groupes

2. Le groupe Wagner est une organisation paramilitaire privée qui opère souvent en marge des forces armées officielles. Ce groupe est perçu comme un instrument de la politique étrangère russe visant à étendre son influence dans la région du Sahel.

3. Notons que les écarts entre les recensements pourraient s’expliquer par des différences dans les critères de classification des idiomes (langue vs dialecte), les méthodes de collecte des données et la disponibilité des recensements linguistiques. Les chiffres doivent donc être compris comme des estimations approximatives plutôt que comme des données exactes (cf. notamment Leclerc 2024).

4. Ces langues endogènes sont les suivantes : Bambara, Fulfulde, Dogon, Soninke, Maninka, Songhay, Mamara, Tamasheq, Senufo, Bornu, Bozo, Xaa songaxango, Hassaniyya (cf. Skattum, 2024 : 266).

ethniques⁵, indépendamment de leurs objectifs politiques, utilisent et favorisent le bambara comme langue véhiculaire (*cf.* Canut, 2008 : 124, 136 s.).

S'agissant du système éducatif, notons que dans certaines écoles bilingues, les différentes langues nationales sont également utilisées à côté du français (*cf.* Skattum, 2010 : 249 s. ; Canut, 2008 : 143 ss.). Une majorité des écoles reste cependant monolingue francophone (*cf.* Skattum, 2010 : 252). Les causes peuvent être notamment attribuées à l'attitude des parents, qui préfèrent souvent le français en tant que langue d'instruction, car jusqu'à aujourd'hui, les possibilités d'ascension sociale n'étaient possibles qu'avec le français (*cf.* Skattum, 2010 : 260 ; Canut, 2008 : 146). Skattum constate à ce propos :

Pour qu'ils [les parents] adhèrent à l'instruction en LN [langues nationales], il faudrait d'abord une politique linguistique où l'utilité des LN à l'écrit en dehors de l'école soit réelle, par exemple la possibilité pour les citoyens de s'adresser aux autorités et à l'administration dans la langue locale ou régionale, comme le recommande le Forum National sur l'Éducation de 2008. (Skattum, 2010 : 265)

L'intégration des langues nationales à l'école est donc un sujet recrudescents depuis des années, et les changements dans la nouvelle constitution peuvent être considérés comme le résultat de ces efforts de revalorisation. Cependant, cette dynamique n'efface pas l'utilisation persistante du français, notamment dans les communications politiques, comme le montrent les tweets en français du président de la transition. Parallèlement, la valeur symbolique du français est remise en question dans une perspective émancipatoire, comme le suggère l'analyse qui suit. À cet égard, un contraste se dégage entre la nouvelle politique linguistique et les communications du président, tension qui se reflète également dans les commentaires analysés.

4. Cadre théorique et méthodologique

Ce chapitre présente le cadre théorique et méthodologique de notre étude qualitative. Nous y exposons d'abord les principes de l'approche adoptée (analyse du discours inspirée par Michel Foucault ; question des attitudes linguistiques ; *cf.* 4.1), avant de décrire la constitution du corpus analysé (*cf.* 4.2) ainsi que les modalités de codage mises en œuvre pour faire émerger les régularités discursives (*cf.* 4.3).

5. Une résistance à la domination du bambara se trouve notamment dans le nord, chez les Touaregs et les Songhaïs (*cf.* Canut, 1996 : 58 s., 73).

4.1. Approche

Sur le plan théorique et méthodologique, nous adoptons une approche d'analyse du discours inspirée par les travaux de Michel Foucault, qui se révèle particulièrement adaptée pour identifier des régularités supra-individuelles dans le discours portant sur un thème donné.

Notre approche s'appuie sur l'*archéologie du savoir* (cf. Foucault, 1969), tout en soulignant que nous nous inscrivons dans le cadre de l'interprétation germanophone du Foucault. Il convient de souligner que Foucault n'y élabore en aucun cas une théorie du discours univoque, et encore moins une méthode. Ainsi, Foucault (cf. 1969 : 106, 141, 152 ss.) donne, par exemple, plusieurs définitions différentes du concept de discours, également par manque de différenciation par rapport à d'autres concepts fondamentaux comme la *formation discursive*. Le fait qu'il n'ait pas développé de théorie ou méthode au sens strict est reflété par Foucault lui-même :

[...] je ne décris pas une trajectoire effective pour indiquer ce qu'elle aurait dû être et ce qu'elle sera à partir d'aujourd'hui [...]. Mais on voit également que je ne développe pas ici une théorie, au sens strict et fort du terme (Foucault, 1969 : 149).

Une possible lecture de Foucault serait de comprendre l'analyse du discours comme l'établissement de la positivité des énoncés (cf. Foucault, 1969 : 164), ce que Foucault désigne par exemple comme une « analyse des cumuls » (Foucault, 1969 : 164) et qui implique d'observer les énoncés dans leur récurrence. Le terme énoncé désigne ici une catégorie analytique regroupant des énonciations distinctes lorsque « le contenu informatif et les possibilités d'utilisation sont les mêmes » (Foucault, 1969 : 137). Cette lecture du Foucault, qui met l'accent à la fois sur la matérialité des énoncés et sur la régularité de leur formation, a été transposée en linguistique du discours germanophone par Warnke et Spitzmüller (2008). Ces régularités permettent de mettre en lumière les modèles de pensée dominants et donc les savoirs partagés au sein d'une société, construits de manière discursive et manifestés par des conventions langagières (cf. Warnke, 2009 : 130, 134). Par *savoir*, nous ne comprenons pas des faits ontologiques, mais une construction de la réalité créée *dans et par* le discours (cf. Spitzmüller et Warnke, 2011 : 41 s.). Par conséquent, nous avons mené une analyse pour identifier ces régularités. Afin de répondre à cet objectif, nous avons lu le corpus de manière itérative et nous avons effectué un codage inductif des thèmes et énoncés récurrents.

Pour ce qui est des attitudes, nous les comprenons au sens large, c'est-à-dire définies dans une perspective sociolinguistique comme l'expression de sentiments positifs ou négatifs qu'entretiennent les locuteurs à l'égard de leurs propres langues ou de celles d'autrui (p. ex. impression de difficulté/ simplicité d'une langue et de son apprentissage, de son importance, de son élégance, de son statut social) ainsi qu'à l'égard des locuteurs qui parlent ces langues (cf. Richards, Platt et Platt 1997 : 6).

Notre étude, fondée sur l'analyse qualitative de 1003 commentaires publiés sur X, saisit principalement la dimension épilinguistique⁶ déclarée : elle touche aux jugements explicites (rejet/valorisation du français, rejet/valorisation des ou inquiétudes relatives aux langues nationales) exprimés *in situ*. Ces données déclaratives ne prétendent donc pas mesurer des *attitudes latentes*, mais elles constituent uniquement un indicateur des *attitudes déclarées* (qui peuvent être des attitudes partagées – p. ex. « le français est une langue coloniale » – ou des positionnements idéologiques, comme des prises de position explicites dans le débat public) mobilisées dans le débat malien sur la réforme.

4.2. Corpus

En ce qui concerne notre corpus, nous avons pris en compte tous les tweets publiés par le président malien de la transition, Assimi Goïta, en 2023, jusqu'à l'adoption de la nouvelle constitution, qui traitaient directement de celle-ci. Il s'agit de cinq tweets pour un total de 1003 commentaires (voir tableau ci-dessous). Ces tweets peuvent être répartis en deux phases correspondant aux étapes clés du processus constitutionnel : la première phase, tout d'abord, couvre la période allant jusqu'à février/mars 2023, qui est marquée par la présentation du projet de constitution et sa soumission (en mars) aux autorités traditionnelles, en particulier les autorités religieuses, qui jouent un rôle politique important. La seconde phase, pour sa part, s'étend jusqu'en juillet 2023, c'est-à-dire jusqu'au moment de l'adoption officielle de la nouvelle constitution, à l'issue d'un référendum au cours duquel environ 97 % de la population aurait voté en faveur du texte. Cette répartition temporelle nous a donc permis d'observer les différences dans les contenus des tweets avant et après l'adoption de la nouvelle constitution. Parmi ces cinq tweets, deux proviennent du compte personnel du président (@GoitaAssimi), alors que trois autres émanent du compte officiel de la présidence (@PresidenceMali). L'on notera que les tweets publiés sur le compte personnel du président suscitent nettement plus de commentaires (788) que ceux diffusés via le canal institutionnel (215).

6. Le terme *épilinguistique* désigne l'ensemble des imaginaires et des positionnements du locuteur à l'égard des langues (cf. p. ex. Canut 2000).

Compte	Identifiant	Date	Nombre des commentaires
<i>Avant l'adoption de la constitution</i>			
@PresidenceMali	Présidence 1	27/02/2023	89
@PresidenceMali	Présidence 2	20/03/2023	16
@GoitaAssimi	Goïta 1	20/03/2023	202
<i>Après l'adoption de la constitution</i>			
@PresidenceMali	Présidence 3	22/07/2023	110
@GoitaAssimi	Goïta 2	22/07/2023	586

Tableau 1 : Corpus

Notons pour finir une restriction méthodologique par rapport à la représentativité de notre corpus : ce dernier se basant sur des tweets que nous n'avons pas pu géolocaliser systématiquement, nous ne pouvons pas affirmer avec certitude que l'ensemble des personnes ayant réagi aux tweets sont effectivement maliens. Certains commentaires sont rédigés dans d'autres langues que le français, et plusieurs utilisateurs indiquent explicitement provenir d'un autre pays, le plus souvent situé dans la région du G5 Sahel. Cette restriction limite bien sûr la possibilité de tirer des conclusions définitives quant à l'opinion publique exclusivement malienne. Nos résultats sont donc à considérer comme des hypothèses exploratoires, qui pourraient être étudiées plus systématiquement à l'avenir, par exemple sur la base de méthodes quantitatives comme le questionnaire (cf. Pustka, Chalier et Jansen, 2024) ou, au-delà d'une analyse du discours centrée sur l'identification du *savoir* au sens défini plus haut, au moyen d'une analyse de concepts linguistiques tels que les métaphores, afin de mettre en évidence des représentations ancrées dans l'imaginaire collectif (cf. p. ex. Chilton 1994).

4.3. Codage

Concernant le codage, nos données ont été collectées de manière inductive, sans catégorisation préalable, afin de laisser émerger les thématiques directement à partir des discours observés. Notre analyse a permis d'identifier trois grandes catégories, la dernière étant subdivisée en trois sous-catégories :

Thématiques dominantes	Sous-catégories
Soutien politique	Soutien ou critique du régime du Président Assimi Goïta et de la transition
Souveraineté	Souveraineté nationale, panafricanisme et critiques du néocolonialisme
Identité (religieuse, culturelle et linguistique)	Retour à l'identité précoloniale
	Contre la laïcité, pour les valeurs islamiques (+ références à Allah)
	Langue et diversité culturelle

Tableau 2 : Catégories dégagées des données et retenues pour le codage

Il convient de préciser que, dans le processus de codage, les différentes catégories peuvent se superposer. En effet, les réalités examinées ne se prêtent pas facilement à une classification rigide en catégories distinctes.

5. Résultats

Notre analyse des commentaires publiés en réaction aux tweets d'Assimi Goïta et de la présidence nous a donc permis de dégager trois axes autour desquels s'articulent les prises de position des internautes maliens : le soutien (ou non) au régime de transition (*cf. 5.3.1*), l'affirmation d'une souveraineté nationale et continentale (*cf. 5.3.2*), et les questions liées à l'identité religieuse, culturelle et linguistique (*cf. 5.3.3*).

5.1. Soutien politique

Tout d'abord, nous observons une polarisation des discours en ligne autour de la question du soutien politique, avec une nette domination des messages favorables au régime de transition, mais aussi la présence de voix critiques, qui restent cependant plus marginales.

Durant la phase précédant l'adoption de la nouvelle constitution, les commentaires favorables expriment leur soutien à Assimi Goïta, à la junte et au processus de transition politique en cours. Le soutien est particulièrement articulé autour de l'idée d'un renouveau national, que l'on retrouve par exemple dans l'expression « *Mali Koura* » :

1. « BRAVO Président vous êtes une grande fierté de ce Mali Koura » (Goïta 1)⁷.

7. Afin de garantir l'authenticité, nous avons décidé de conserver l'orthographe originale. Par ailleurs, les noms des auteurs des commentaires ont été anonymisés, l'analyse ne portant pas sur les auteurs, mais sur les structures transtextuelles au sens de Warnke et Spitzmüller (2008 : 39). Dans cette perspective discursive, les extraits ont une fonction illustrative. Les liens vers les tweets cités figurent dans l'aperçu du corpus en fin d'article.

Parallèlement, l'on trouve des commentaires remettant en cause la nécessité ou l'urgence d'organiser des élections⁸, ces dernières étant perçues comme secondaires par rapport à d'autres priorités telles que la sécurité intérieure :

2. « Prenez votre temps. Les élections sont un passe-temps inutile » (Goïta 1).

Même si leur nombre est plus faible, certaines voix critiques émergent également dans cette période. Ces commentaires reprochent au président de s'éloigner de ses engagements initiaux, notamment en ce qui concerne l'organisation rapide d'élections démocratiques :

3. « On vous a seulement demandé d'organiser les élections et non d réformer un texte Mr. vous avez déjà oublié vos différents discours d'investiture ? » (Goïta 1).

La seconde phase, postérieure à l'adoption de la constitution de juillet 2023, montre également un fort soutien exprimé à Assimi Goïta. Les commentaires saluent l'accomplissement du projet constitutionnel, qui est interprété comme un acte de bravoure patriotique et un succès personnel du président. La figure du chef d'État est valorisée à travers des expressions de fierté panafricaine :

4. « Toutes mes félicitations pour l'accomplissement de vos vœux pour le MALI Vive l'Afrique » (Goïta 2).
5. « Félicitations monsieur le président vous êtes Brave et un patriotes » (Présidence 3).

La promulgation de la constitution apparaît dès lors comme une victoire symbolique et politique pour le régime de transition. Simultanément, certaines critiques persistent, se concentrant principalement sur l'absence d'un calendrier électoral clair et sur la militarisation du pouvoir, et s'expriment notamment dans les commentaires sous les tweets du compte personnel de Goïta. Certains commentaires qualifient même directement le président de « putschiste » ou de « dictateur » :

6. « Les élections pour élire un gouvernement civile et démocratique c'est pour quand ? » (Goïta 2).
7. « Aujourd'hui un putschiste dictateur est né au Mali ba⁹ » (Goïta 2).
8. « Un président Militaire en Afrique c'est jamais bon » (Goïta 2).

Notons finalement qu'à ces attaques explicites s'ajoutent des critiques plus implicites, qui expriment en particulier des préoccupations en matière de sécurité.

8. Cette perspective s'oppose aux discours français sur le Mali, qui mettent l'accent sur la nécessité d'organiser rapidement des élections – tant après le coup d'État de 2012 que ceux de 2020 et 2021 – les élections étant perçues comme le fondement indispensable d'une démocratie électorale (*cf.* Sommer, à paraître).

9. Le terme 'Maliba', issu du bambara, est une appellation honorifique du Mali, qui renvoie à la grandeur historique et symbolique de la nation (*cf.* 2).

5.2. Souveraineté

Les discours observés dans les commentaires aux tweets d'Assimi Goïta et de la présidence témoignent d'une forte valorisation de la souveraineté nationale¹⁰. Cette dernière est souvent associée à un imaginaire panafricain d'émancipation collective par rapport aux puissances occidentales et à une critique de l'influence néocolonialiste de ces derniers. Dans les tweets analysés, ces trois thématiques apparaissent de manière étroitement liée.

Avant son adoption, les commentaires font fréquemment référence à la constitution comme étant un symbole de la reconquête de l'autonomie politique du Mali. Cette dernière est présentée comme le fruit d'une démarche endogène portée par le peuple :

9. « On vous remercie Mr le Président d'avoir redonner le pouvoir au peuple Malien, une constitution à la Malienne par le Mali pour le Mali » (Présidence 2).

Cette dynamique se double d'un discours panafricain plus large, qui positionne le Mali comme le fer de lance d'une souveraineté continentale en devenir :

10. « Vous avez la bénédiction des peuples d'Afrique cher président. Nous sommes tous avec vous. Le panafricanisme compte sur vous. Que Dieu bénisse l'Afrique et nous préserve des forces obscurantistes » (Goïta 1).

Dans ces tweets, le président malien semble donc investi d'une mission suprarégionale visant à libérer l'Afrique d'influences néfastes. Cette réappropriation du destin africain s'accompagne d'un rejet implicite des puissances occidentales, notamment de la France, perçue comme un obstacle à l'indépendance effective des pays d'Afrique subsaharienne.

Par ailleurs, certains commentaires expriment une critique virulente de l'influence étrangère, perçue comme un prolongement du néocolonialisme occidental ou, plus précisément, français, comme le montre l'exemple suivant :

11. « Le combat contre l'impérialisme occidental est dure mon frère, on a encore rien fait. Ce que ns faisons aujourd'hui c'est ce qui devait être fait après l'indépendance on a un retard de + de 60 ans .Mais gloire à Dieu nous l'avons déjà commencé et nous allons le gagner » (Goïta 1).

L'idée est celle d'un retard à combler dans le processus d'émancipation nationale. La transition en cours est donc perçue comme une chance historique de rupture avec l'héritage néocolonial.

10. Cette orientation politique s'est accentuée à la suite des coups d'État survenus dans les pays voisins, le Burkina Faso et le Niger – qui, avec le Mali, forment la nouvelle Alliance des États du Sahel (AES) – et a culminé avec leur retrait conjoint de la CEDEAO en 2025.

Dans les commentaires publiés après l'adoption de la nouvelle constitution, les dimensions souverainistes, panafricaines et critiques d'une influence néocolonialiste se retrouvent également :

12. « Merci les autorités de la transition du Mali, merci le peuple Malien, merci le président de la transition du Mali, le Mali ne sera plus l'esclave de la junte française, que Dieu bénisse le Mali, Dieu bénisse l'Afrique » (Goïta 2).

On retrouve ici l'association du président et de la population comme étant des acteurs d'une libération collective. On remarquera la même rhétorique qu'avant l'adoption de la constitution, avec la mise en relation de la colonisation, de l'esclavagisme et de la rhétorique religieuse. Par ailleurs, la « junte française » semble traduire une inversion rhétorique qui projette sur la France le rôle illégitime que la junte malienne se voit parfois elle-même reprocher.

Notons finalement que, bien que plus rares, certains commentaires expriment aussi une méfiance vis-à-vis de nouvelles formes de dépendance à l'égard de la Russie. Ces interventions mettent en doute la sincérité du régime de transition et soulignent la présence d'acteurs extérieurs, comme les mercenaires du groupe Wagner :

13. « Le petit chef se prendrait il encore pour un empereur grâce à l'appui des forces de Wagner » (Présidence 3).
14. « Ce pantin des Russes est une honte pour l'Afrique ..on a pas besoin de putschistes mais d'élections démocratique » (Goïta 2).

5.3. Identité (religieuse, culturelle et linguistique)

La dernière thématique identifiée dans notre corpus concerne la question de l'identité, qui se décline principalement selon trois dimensions, culturelle (*cf. 5.3.1*), religieuse (*cf. 5.3.2*) et linguistique (*cf. 5.3.3*).

5.3.1. Culture : identité précoloniale

La dimension culturelle de l'identité malienne apparaît dans plusieurs commentaires valorisant un retour aux racines historiques et aux traditions précoloniales. Avant l'adoption de la constitution, cette idée se manifeste en particulier à travers des appels à renouer avec l'histoire des peuples du Mali, notamment la diversité culturelle et religieuse (et l'islam ; *cf. également 5.3.2*) :

15. « Le Maliens doivent se rappeler qui ils étaient avant la colonisation avant l'esclavage. [...] leurs traditions, qui ils sont vraiment » (Présidence 1).

Après l'adoption de la constitution, les commentaires traduisent une fierté marquée d'avoir franchi une étape vers l'autonomie perçue comme historique et associée à un renouveau :

16. « Très bien wallaye¹¹ le Mali rentre dans une ère nouvelle d'indépendance et de responsabilité assumée » (Présidence 3).

5.3.2. Religion : laïcité vs valeurs islamiques

Pour ce qui est de la question religieuse, elle est, avant l'adoption de la constitution, largement mobilisée à travers une critique explicite de la laïcité, qui est perçue comme étant incompatible avec les valeurs islamiques majoritairement partagées au Mali. La laïcité y est dénoncée principalement pour deux raisons. Tout d'abord, l'on retrouve des raisons liées aux croyances religieuses :

17. « Avec la laïcité, attendez la colère d'ALAH » (Présidence 1)

Par ailleurs, la laïcité est également perçue comme un héritage du passé colonial français :

18. « Les laïcs sont des esclaves de la France » (Présidence 1).
19. « La laïcité est un héritage colonial français dont il faut se libérer » (Goïta 1).

Notons que cette opposition à la séparation entre religion et État s'inscrit dans un attachement affirmé à l'islam, qui est souligné dans certains commentaires par des références à Allah. Ce positionnement contraste avec le maintien de la laïcité dans la nouvelle constitution, qui pourrait s'expliquer par l'influence de courants religieux modérés, comme le soufisme, historiquement dominants au Mali.

Après l'adoption de la nouvelle constitution, la laïcité n'est explicitement critiquée que dans un seul commentaire :

20. « J'aime bien ton système mais NON À LA LAÏCITÉ » (Goïta 2).

Cependant, les références religieuses, notamment à Allah, restent, pour leur part, relativement fréquentes.

5.3.3. Langue et diversité culturelle

Finalement, la question linguistique, qui est étroitement liée aux enjeux de diversité culturelle et de souveraineté, est également abordée dans les commentaires. Avant l'adoption de la nouvelle constitution, plusieurs messages critiquent la prééminence du français, qui est perçu comme un héritage colonial :

21. « Si le Français reste la langue officielle du Mali cette nouvelle constitution c'est la vôtre pas la nôtre » (Présidence 1).

11. L'expression, dérivée de la racine arabe *wallāh*, peut être traduite par ‘par Allah’. Il s'agit d'une particule d'intensification qui marque l'approbation et renforce la portée énonciative, de manière comparable à la particule française ‘pardieu’. Cette expression témoigne également d'une référence religieuse, qui fera l'objet d'une analyse dans la section suivante.

22. « lecentiel que le français ne sois pas la langue nationale » (Goïta 1).

En parallèle, certains commentaires expriment des inquiétudes quant à la représentation des différentes communautés linguistiques et ethniques, comme les Dogons, et appellent à un traitement équitable de toutes les langues nationales :

23. « Les Dogons se sentent rejetés svp » (Présidence 1).

24. « Peut-on ne pas choisir une langue officielle et vraiment considérer toutes les langues [...] ? » (Présidence 1).

Cette revendication d'une reconnaissance des langues locales est également formulée comme un signe d'émancipation :

25. « La souveraineté se confirme : nos langues » (Goïta 1).

Après l'adoption de la constitution, les débats se recentrent sur le choix de la langue utilisée dans les communications officielles, en particulier dans les tweets du président. Plusieurs commentaires dénoncent l'usage exclusif du français et réclament un recours plus fréquent au bambara, la langue véhiculaire la plus répandue au Mali, voire à l'anglais :

26. « Ya person qui tweet en Bambara ici ??? Monsieur le Président il faut aussi tweeté en Bambara non?? » (Goïta 2).

27. « Il faudra maintenant plus valoriser les langues locales et l'anglais » (Goïta 2).

Dans le contexte historique particulier du Mali, où le français est associé à l'héritage colonial français et suscite une attitude plus négative, la référence à l'anglais pourrait s'expliquer par le fait qu'il est perçu comme moins chargé, ce qui le rend moins controversé. Certains commentaires vont même jusqu'à formuler leurs revendications linguistiques explicitement en anglais :

28. « Thank you congratulations to the people of MALIBA honestly I've have enough of with these speeches in French Mr. President you're addressing MALIANS » (Goïta 2).

6. Discussion et conclusion

Les contenus des tweets avant et après l'adoption de la nouvelle constitution ont donc en commun la forte valorisation de la souveraineté nationale et le rejet des influences étrangères occidentales, notamment françaises. Quant aux différences, l'on remarquera, premièrement, avant l'adoption, que les critiques envers la laïcité sont fréquentes et fondées à la fois sur des arguments religieux et sur son association à l'héritage colonial, et qu'après l'adoption, cette thématique disparaît presque complètement, ce qui pourrait suggérer une forme d'acceptation de son maintien dans la constitution, mais une analyse d'un corpus plus large devra encore confirmer cette hypothèse exploratoire. Deuxièmement, le soutien au régime de transition est très marqué dans les deux phases, mais semble encore renforcé après l'adoption de la nouvelle constitution. Des critiques subsistent, même si elles sont minoritaires, et s'expriment principalement sur le compte personnel du président.

Quant aux attitudes déclarées touchant à la question de la politique linguistique en particulier, les commentaires de la première phase révèlent un rejet clair du français, qui est associé à la colonisation, et une valorisation des langues nationales comme étant des symboles de souveraineté. Ce ‘nationalisme linguistique’ s’accompagne d’inquiétudes sur la représentation équitable des différentes communautés culturelles et linguistiques. L’hypothèse d’une conflictualité ethno-langagièrre n’est toutefois pas confirmée, à l’exception d’une référence aux Dogons. Aucune critique explicite de la position dominante du bambara n’est formulée. Dans la deuxième phase, la langue devient un enjeu secondaire. Les rares mentions portent sur l’usage du français dans les communications officielles du Président de la transition, avec une revendication implicite pour une plus grande place accordée avant tout aux langues nationales, ainsi qu’à l’anglais. Globalement, le rejet du français demeure donc un point de continuité entre les deux périodes. Enfin, il est notable que, malgré les changements constitutionnels de grande envergure en matière de politique linguistique, la langue comme telle n’a, de manière quelque peu surprenante, pas constitué un thème central dans les attitudes déclarées que nous avons pu analyser dans ce corpus.

Corpus

Présidence 1 : @PresidenceMali, 27.02.2023, disponible sur <https://x.com/PresidenceMali/status/1630253864942280710>. [Page consultée le 20 août 2025.]

Présidence 2 : @PresidenceMali, 20.03.2023, disponible sur <https://x.com/PresidenceMali/status/1637865282705186840>. [Page consultée le 20 août 2025.]

Présidence 3 : @PresidenceMali, 22.07.2023, disponible sur <https://x.com/PresidenceMali/status/1682828565346148353>. [Page consultée le 20 août 2025.]

Goïta 1 : @GoitaAssimi, 20.03.2023, disponible sur <https://x.com/GoitaAssimi/status/1637945488275021824>. [Page consultée le 20 août 2025.]

Goïta 2 : @GoitaAssimi, 22.07.2023, disponible sur <https://x.com/GoitaAssimi/status/1682811812205547521>. [Page consultée le 20 août 2025.]

Références

Alén Garabato, Carmen et Henri Boyer (dir.) (2014), « Un postcolonialisme linguistique ? », *Mots. Les langages du politique*, vol. 106, n° 3, p. 5-12.

Boeke, Sergei et Bart Schuurman (2015), « Operation ‘Serval’. A Strategic Analysis of the French Intervention in Mali, 20132014 », *Journal of Strategic Studies*, vol. 38, n° 6, p. 801-825.

Canut, Cécile (1996), « Dynamique plurilingue et imaginaire linguistique au Mali : entre adhésion et résistance au bambara », *Langage et société*, n° 78, p. 55-76.

Canut, Cécile (2000), « Subjectivité, imaginaires et fantasmes des langues : la mise en discours ‘épilinguistique’ », *Langage et Société*, n° 93, p. 71-97.

Canut, Cécile (2008), *Le spectre identitaire. Entre langue et pouvoir au Mali*, Limoges, Lambert-Lucas.

Carayol, Rémi (2023), *Le mirage sahélien*, Paris, La Découverte.

Chilton, Paul (1994), « La plaie qu’il convient de fermer ... » : Les métaphores du discours raciste. *Journal of Pragmatics*, vol. 21, n° 6, p. 583-619.

Claudot-Hawad, Hélène (2013), « La ‘question tuarègue’ : quels enjeux? », dans Michel Galy (dir.), *La guerre au Mali. Comprendre la crise au Sahel et au Sahara : enjeux et zones d’ombre*, Paris, La Découverte, p. 125-147.

Foucault, Michel (1969), *L’archéologie du savoir*, Paris, Gallimard.

Goïta, Kanchi (2023), « Instrumentation des langues nationales du Mali : etat [sic!] des lieux et perspectives », *Contextes Didactiques, Linguistiques et Culturels*, vol. 1, n° 2, p. 221-240.

- Hainzl, Gerald (2021), « Ethnische Vielfalt und Lebenswelten », dans Julius Heß et KarlHeinz Lutz (dir.), *Wegweiser zur Geschichte. Mali und westlicher Sahel*, Paderborn, Schöningh, p. 137-145.
- Keita, Amadou, Stéphanie Lima et Céline Thiriot (2014), « État, décentralisation et environnement : inventaire critique d'une crise multiforme », dans Joseph BrunetJailly, Jacques Charmes et Doulaye Konaté (dir.), *Le Mali contemporain*. Marseille, IRD Éditions.
- Klute, Georg et Baz Lecocq (2021), « Separatistische Bestrebungen der Tuareg in Mali », dans Julius Heß, Karl-Heinz Lutz et Torsten Konopka (dir.), *Wegweiser zur Geschichte. Mali und westlicher Sahel*, Paderborn, Schöningh, p. 75-87.
- Leclerc, Jacques (2024), *Le recensement des langues*, Québec, Université Laval/CEFAN, disponible sur https://www.axl.cefan.ulaval.ca/Langues/1div_recens.htm. [Page consulté le 16 juin 2025.]
- Pustka, Elissa, Marc Chalier et Luise Jansen (2024), « Entretiens, questionnaires et tests de perception », dans Lidia Becker, Sandra Herling et Holger Wochele (dir.), *Manuel de linguistique populaire*, Berlin, De Gruyter, p. 157-177.
- Richards, Jack C., John Platt et Heidi Platt (1997), *Diccionario de lingüística aplicada y enseñanzas de lenguas*, Barcelone, Ariel.
- Skattum, Ingse (2010), « L'introduction des langues nationales dans le système éducatif au Mali : objectifs et conséquences », *Journal of Language Contact*, vol. 3, p. 247-270.
- Skattum, Ingse (2024), « Mali », dans Ursula Reutner (dir.), *Manual of Romance Languages in Africa*, Berlin/Boston, De Gruyter, p. 265-287.
- Sommer, Luana (à paraître), « Flucht, ein Thema zur Legitimation des Militäreinsatzes Opération Serval in Mali ? Eine diskurslinguistische Analyse französischer Parlamentsdebatten », dans Marc Chalier, Gabriel Fontalvo García, Lisa Grandits, Philipp Heidepeter et Anne Pirwitz (dir.), *Migration und Transnationalisierung in der Romania. Beiträge zum 38. Forum Junge Romanistik in Passau (12–14 April 2023)*, Munich, Akademische Verlagsgemeinschaft, p. 5-18.
- Sonderegger, Arno (2021), « Der westliche Sahel in vorkolonialen Zeiten », dans Julius Heß, Karl-Heinz Lutz et Torsten Konopka (dir.), *Wegweiser zur Geschichte. Mali und westlicher Sahel*, Paderborn, Schöningh, p. 19-27.
- Spitzmüller, Jürgen et Ingo H. Warnke (2011), *Diskurslinguistik. Eine Einführung in Theorien und Methoden der transtextuellen Sprachanalyse*, Berlin/Boston, De Gruyter.
- Warnke, Ingo H. et Jürgen Spitzmüller (2008), « Methoden und Methodologie der Diskurslinguistik – Grundlagen und Verfahren einer Sprachwissenschaft jenseits textueller Grenzen », dans Ingo H. Warnke et Jürgen Spitzmüller (dir.): *Methoden der Diskurslinguistik*, Berlin/New York, De Gruyter, p. 3-56.
- Warnke, Ingo H. (2009), « Die sprachliche Konstituierung von geteiltem Wissen in Diskursen », dans Ekkehard Felder et Marcus Müller (dir.), *Wissen durch Sprache. Theorie, Praxis und Erkenntnisinteresse des Forschungsnetzwerks ‘Sprache und Wissen’*, Berlin/New York, De Gruyter, p. 113-140.